

Edition du 24 novembre 2017

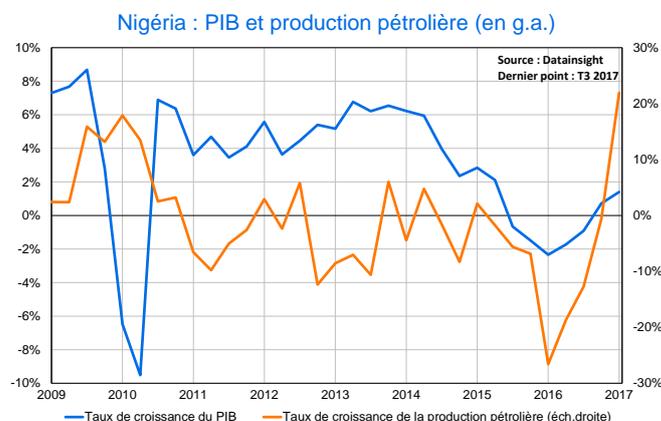
Réalisé à l'aide des contributions des Services Economiques

## L'essentiel de la semaine

### ► Nigéria : hausse de la croissance du PIB grâce au secteur pétrolier

**Au troisième trimestre 2017, le PIB a progressé de 1,4 % en glissement annuel (après +0,7 % au 2<sup>ème</sup> trimestre), confirmant la sortie de récession du pays.**

Pour rappel, l'économie s'est contractée de 1,5 % en 2016 en raison principalement de la baisse de la production pétrolière. Au 3<sup>e</sup> trimestre, l'activité a été principalement portée par la croissance du secteur pétrolier (+25,9 % en g.a. après +3,5 % au T2 2017), qui représente 10 % du PIB. Au contraire, le secteur non-pétrolier s'est contracté de 0,8 % en g.a. (après +0,5 au T2). La contraction de l'activité dans les secteurs manufacturier (-2,8 % en g.a.), de la construction (-1,7 % en g.a.) et de la communication (-4,5 % en g.a.) ont compensé le dynamisme du secteur agricole (+3,1 % en g.a.). Plus largement, le Nigéria continue à faire face à d'importantes vulnérabilités structurelles telles que les restrictions aux importations et la complexité du système de change. Par ailleurs, le Comité de politique monétaire a décidé de maintenir le taux directeur à 14 %.



### ► Thaïlande : nouvelle accélération du PIB au T3

**La croissance du PIB thaïlandais s'est établie à +4,3 % en glissement annuel au T3 2017, s'inscrivant ainsi en hausse pour le troisième trimestre consécutif (après +3,8 % au T2, +3,3 % au T1 et +3,0 % au T4 2016).** La croissance atteint ainsi son plus haut niveau depuis 4 ans. La consommation augmente de +3,0 % en g.a. au T3, portée en particulier par la consommation privée. Les investissements, de leur côté, augmentent de +1,2 %, un niveau toujours relativement faible qui s'explique notamment par un investissement privé peu dynamique dans les secteurs de la construction et des équipements. Les exportations enregistrent une hausse plus marquée que les importations (respectivement +7,4 % et +6,7 %), le commerce extérieur contribuant ainsi positivement à la croissance, à hauteur de +1,2 point.

### ► Chine : poursuite du ralentissement de l'activité et des prix dans l'immobilier

**En octobre, les ventes immobilières et les mises en chantier ont poursuivi leur ralentissement observé depuis le T3 2016, avec une croissance en volume sur 2017 de respectivement +6 % et +2 % en glissement annuel contre +10 % et +5 % en août.** Les prix de l'immobilier résidentiel continuent de ralentir dans les villes de rang 1 et 2 (comme observé depuis fin 2016, à respectivement +3 % et +5 %) comme dans les villes de rang 3 et 4 (comme depuis août, à +5 % en octobre). Toutefois, les ventes de terrains restent très dynamiques en volume (+13% en g.a. sur janvier-octobre). Depuis août 2017, une vingtaine de municipalités ont pris des mesures de restriction sur les transactions d'immobilier résidentiel, notamment en imposant des délais obligatoires de détention avant cession de 2 à 5 ans. En outre, de nombreuses mesures en faveur du développement du marché résidentiel locatif ont été prises par des autorités locales et des entreprises depuis début novembre. Par ailleurs, le vice-président de la Commission économique et financière du Congrès National du Peuple, Huang Qifan, a annoncé récemment qu'un impôt foncier serait mis en œuvre « prochainement » sur l'ensemble du territoire. Pour mémoire, lors de la réunion annuelle des deux assemblées législatives, en mars 2017, le gouvernement s'est donné pour objectif de ralentir la dynamique des prix, au travers notamment de l'augmentation de la quantité de terrains disponibles dans les grandes villes, la poursuite de la diminution des stocks dans les villes moins importantes et le développement du marché locatif.

# Point Marchés

L'indice boursier MSCI composite de Morgan Stanley pour l'ensemble des économies émergentes (en dollar) a augmenté cette semaine (+2,4 % après -0,7 % la semaine dernière). Cette hausse est portée par l'Europe de l'Est (+3,6 % après -2,4 %) dans le sillage de la Russie (+3,1 % après -2,8 %). L'indice augmente également en Amérique latine (+3,0 % après -1,7 %), porté par la plupart des pays à l'exception du Chili (-5,2 % après -2,7 %) où les incertitudes politiques ont augmenté, alors que le premier tour des élections présidentielles a donné une avance plus faible qu'anticipé au candidat de droite S. Piñera. La hausse de l'indice est particulièrement forte en Afrique du Sud (+4,2 % après +0,9 %), en amont de la revue des notations de Moody's et Standard and Poor's prévue en fin de semaine. À l'inverse, il recule en Turquie (-3,3 % après -2,8 %, cf. *infra*).

L'écart moyen entre les taux souverains à 10 ans émergents et le taux américain a légèrement diminué cette semaine (-1 pdb après -8 pdb), avec des disparités selon les pays. La réduction est particulièrement marquée au Moyen Orient (-30 pdb après -16 pdb), portée par le Liban (-65 pdb après -40 pdb), où les tensions avaient conduit à une augmentation marquée du spread ces dernières semaines (hausse de plus de 100 pdb entre mi-octobre et mi-novembre). En Amérique latine, l'écart se réduit de nouveau en Argentine (-10 pdb après -13 pdb) et au Mexique (-8 pdb après -3 pdb), tandis qu'il augmente sensiblement au Venezuela (+594 pdb après -782 pdb) après que S&P et Fitch ont déclaré le pays et la compagnie pétrolière PDVSA en défaut partiel la semaine dernière.

Sur le marché des changes, les devises émergentes ont suivi des évolutions contrastées. La livre turque s'est de nouveau dépréciée, en raison des critiques des autorités turques sur la politique de la Banque centrale, du maintien des tensions diplomatiques avec les États-Unis, de la crise avec l'OTAN et de la crainte de sanctions financières américaines sur certaines banques en lien avec l'affaire Zarrab ; la dépréciation est toutefois limitée par l'action de la Banque centrale, qui a remonté de manière indirecte son taux de refinancement moyen. À l'inverse, le peso mexicain s'est apprécié malgré les incertitudes entourant les négociations de l'ALENA, alors que des progrès sur l'avancement des négociations ont été rapportés. Le real brésilien s'est apprécié dans une moindre mesure à la suite du remaniement ministériel.

